



CA SE JOUE MAINTENANT !

La révolte populaire des gilets jaunes a mis en avant des revendications fiscales et sociales que nous partageons. La taxe sur le carburant est la goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà plein. Le seul objectif du président est-il de renvoyer l'ascenseur à ceux qui ont promu sa candidature en 2017 ?

Il détruit les services publics

Il supprime 2 600 postes au collège et au lycée en 2019 (pour 40 000 élèves de plus), détruit le baccalauréat avec la fin des filières générales (S, ES, L) et spécialise les lycées.

Il fait des « économies » sur notre santé, supprime des milliers de lits et ferme des hôpitaux de proximité.

Il délocalise les missions de la poste dans les supérettes.

La palme revient aux Finances Publiques avec la mise en œuvre PAS majoritairement rejetée : recrutement de 50 CDD en urgence après 30 000 suppressions de postes en 10 ans !

L'injustice fiscale est la règle : suppression de l'ISF, PFU, CICE...

L'injustice sociale son corollaire : La part des salaires dans le PIB a chuté de 10 points depuis les années 80. Celle des profits a augmenté...de 10 points

Il répond par la violence

Nous l'avons tous vu circuler sur les réseaux sociaux : ce retraité matraqué gratuitement à Paris, ces manifestants tabassés dans un fast-food, cette octogénaire de Marseille touchée par un flash-ball en plein visage et décédée, cet homme en fauteuil renversé... Jusqu'à l'immonde : ces lycéens agenouillés mains liés dans le dos ou sur la tête à Mantes-la-Jolie. **La ligne jaune a été franchie par le petit monarque : on ne touche pas à nos enfants !**

Son allocution télévisée : le mépris continue

- Rien pour le point d'indice des fonctionnaires, au contraire de graves menaces sur les services publics.

- Rien pour les jeunes. L'inégalité d'accès aux études demeure la règle.

- Rien sur les salaires et la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle.

- Rien sur la justice fiscale et rien sur l'ISF et le CICE.

- Rien pour l'augmentation du Smic. Les 100 euros pour les travailleurs payés au smic, sans 1 euro pour l'employeur, ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité, déjà prévue dans le budget du gouvernement. Les contribuables n'ont pas à se substituer aux employeurs pour rémunérer les salariés !

- Rien pour la revalorisation des pensions limitée à 0,3% alors que l'inflation va dépasser les 2% en 2019.

- Rien pour les privés d'emplois mais, au contraire, la poursuite de la remise en cause de leur indemnisation.

- Rien à payer pour le patronat, une prime de fin d'année au bon vouloir du patronat et défiscalisée ; l'augmentation des salaires compensée par la CSG ; les heures supplémentaires désocialisées.

Contrôle fiscal

Le président annonce qu'il compte s'attaquer à la fraude. Pas un seul agent de la Dircofi ne peut y croire : ESSOC, baisse de l'IS, baisse des effectifs, pression accrue sur les vérificateurs, frais professionnels non pris en compte...

La marchandisation de tout n'est pas notre horizon

Nous voulons des services publics modernes et une juste répartition des richesses produites.

NOUS EXIGEONS :

- *Augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur les grilles Fonction Publique, la **revalorisation conséquente** des pensions, des indemnités chômages, des minima sociaux, et du point d'indice dans la fonction publique.*
- *Le développement des services publics (fiscaux, cadastraux et comptables, santé, éducation, transports, action sociale...). Objectif : couverture de tous les territoires pour résorber les inégalités.*
- *Le financement des politiques publiques par une fiscalité juste et efficace*
 - *En augmentant la progressivité de l'impôt sur le revenu : chacun selon ses moyens.*
 - *En rétablissant l'Impôt sur la Fortune et une TH tenant compte des revenus.*
 - *En modulant l'Impôt sur les Sociétés en fonction du comportement social et environnemental.*
 - *En supprimant les niches fiscales socialement et écologiquement inutiles, CICE en tête.*
 - *En baissant fortement la TVA sur les produits de 1ère nécessité.*
 - *Il faut sortir de l'impasse de la TICPE en taxant, non pas les consommateurs, mais les compagnies pétrolières et les grandes entreprises de transport routier ou aérien, les autoroutes. Il faut taxer comme il se doit les transactions financières en affectant une partie des recettes à l'environnement, développer un réseau SNCF dense et économiquement abordable pour tous, développer une véritable politique publique favorisant les énergies non polluantes.*
 - *Il faut abroger la CSG et réhabiliter le principe de cotisation pour financer la protection sociale en augmentant la part dite patronale des cotisations (augmentation du salaire « super brut »).*

Une puissante mobilisation des salariés est nécessaire.

Ce pouvoir minoritaire et désavoué est faible. Il ne tient que par la peur qu'il peut encore susciter. Peur du matraquage, peur des conséquences financières de la grève. Mais il a vacillé devant la mobilisation inédite des gilets jaunes. **L'adversaire recule ? Avançons !**

C'est le moment de préparer une grève de tous les secteurs professionnels. Pour gagner il faudra bloquer les grands secteurs de l'économie.

C'est ce à quoi nous nous emploierons dans les jours et semaines à venir. A cette fin, la CGT recherchera l'unité des agents des Finances publiques et prendra ses responsabilités.